

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



INTÉRÊT CHINOIS POUR L'ARCTIQUE CANADIEN : UNE SURVEILLANCE ACCRUE POUR ATTEINDRE LA DISSUASION

Major Jean-Pascal Roy

JCSP 45

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

PCEMI 45

Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 45 – PCEMI 45
2018 – 2020

SOLO FLIGHT

**INTÉRÊT CHINOIS POUR L'ARCTIQUE CANADIEN :
UNE SURVEILLANCE ACCRUE POUR ATTEINDRE LA DISSUASION**

Major Jean-Pascal Roy

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Table des matières

Introduction	4
Partie 1 – Politique nationale interne	6
Partie 2 – Contexte international	9
Section 2.1 – Approche politique du Canada	9
Section 2.2 – Approche politique de la Chine	11
Section 2.3 – Divergences, conséquences et impacts	12
Partie 3 – Efficacité du pouvoir canadien	13
Section 3.1 – Capacités canadiennes	13
Section 3.2 – Types d’actions potentiels du Canada pour contrer la Chine	15
Section 3.3 – Perspectives d’avenir	16
Conclusion	18
Bibliographie	19

INTÉRÊT CHINOIS POUR L'ARCTIQUE CANADIEN : UNE SURVEILLANCE ACCRUE POUR ATTEINDRE LA DISSUASION

Introduction

Dans sa politique de défense de 2017¹, le gouvernement canadien (GC) demande aux Forces armées canadiennes (FAC) d'être en mesure d'assurer la défense du pays en fonction de la situation géopolitique et le contexte globale mondial. Les changements climatiques, les déplacements des populations, l'avancement technologique, le changement de la nature des conflits ne sont que quelques-uns des facteurs que les FAC doivent considérer.

De tous les facteurs énumérés dans le document, trois sont dignes de mention. Tout d'abord, le GC met un accent marqué sur la relation qui existe entre le climat, l'intérêt politique et commercial de l'Arctique. Le deuxième point est l'évolution de la concurrence des états où la Chine y est mentionnée pour ses actions en mer de Chine. Finalement, le GC est conscient que les conflits évoluent et que « [l]es acteurs étatiques et non étatiques poursuivent de plus en plus leurs objectifs à l'aide de méthodes hybrides dans la « zone grise », [se retrouvant tout] juste sous le seuil du conflit armé². »

En mars 2011, le comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, indiquait que « [b]ien que dépourvue de tout territoire dans l'Arctique, la Chine semble bien déterminée à y jouer un rôle et elle effectue des recherches scientifiques dans l'Arctique tout comme dans l'Antarctique³. » En 2013, cette dernière reçoit, après

¹ Ministère de la Défense nationale. *Protection, sécurité, engagement : la politique de défense du Canada*. Ottawa, ON, 2017.

² *Ibid*, p. 53.

³ Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. *Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien*. Ottawa: Sénat du Canada, mars 2011, p. ix.

plusieurs années de tentatives⁴, « China was accepted as an observer. It was not the only state to gain that status. India, Italy, Japan, South Korea and Singapore were accepted as observers at the same time⁵.» Cinq ans plus tard, la Chine se proclamait « un État quasi arctique⁶. » Malgré cet intérêt marqué de la Chine pour l'Arctique, en 2019, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a déterminé que cette dernière ne représentait pas une menace pour la souveraineté du territoire canadien⁷.

Toutefois, la Chine de son côté est plus déterminée que jamais de devenir la première puissance économique mondiale⁸. Comme la situation en Mer de Chine le démontre, cette puissance émergente utilise l'éventail des pouvoirs mis à sa disposition pour y arriver⁹.

Bien que le GC soit conscient de son environnement et que les intentions de la Chine doivent être déterminées, est-ce que le Canada a la capacité pour faire face à la Chine si cette dernière devient une menace pour sa sécurité?

⁴ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F Lasserre. «China and Arctic Governance: Uncertainty and Potential Friction.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 139.

⁵ Canada. House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, p. 39, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.

⁶ République populaire de Chine, Bureau de l'information du Conseil des affaires de l'État, *Full text: China's Arctic Policy*, 26 janvier 2018. [TRADUCTION].

⁷ Canada. House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, p. 39, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.

⁸ Perspective monde. *Xi Jinping : ambitions et pouvoir*. Consulté le 18 décembre 2019, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAlyse?codeAnalyse=2513>

⁹ Willis, Micheal. *Chinese dominance in the South China Sea : An effective use of hybrid warfare*. Toronto: Canadian Forces College, 2019, p. 15; Cheng, Joseph. *La stratégie régionale de la Chine en Asie orientale : ambitions et défis*. Perspectives chinoises, consulté le 8 janvier 2020 sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6558>, p. 67.

Alors qu'une action de la Chine contre la souveraineté du Canada soit peu probable, cet article démontrera que notre nation doit adapter ses capacités pour être en mesure de contrer les ambitions de la Chine en arctique sur le plan de la politique interne, de la stratégie internationale et des capacités militaires.

La première partie de cet essai démontrera que le Canada par le biais de ses politiques nationales, offre aux Chinois des opportunités d'ingérence. La deuxième partie démontrera que les divergences philosophiques dans l'application de la politique mettent le Canada en position de faiblesse si cette dernière n'est pas attentive aux intérêts chinois. La troisième partie identifiera où les efforts de développement de capacité que le Canada faire.

Partie 1 – Politique interne

Pour bien comprendre l'ensemble de la situation, il est important de bien comprendre l'ensemble des valeurs de la société canadienne. De façon générale, la démocratie, la primauté du droit¹⁰, la justice sociale¹¹, le multiculturalisme¹², le maintien d'un monde sécuritaire et prospère¹³. C'est dans cette état d'esprit qu'il faut comprendre la vision de la politique interne face au Grand Nord canadien et ce, bien que la stratégie actuelle soit vieille de plus de 10 ans¹⁴ et que le gouvernement actuel élabore une nouvelle

¹⁰ Affaires mondiales Canada. "Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère." Consulté sur https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanaadaenmatiered.html.

¹¹ Massie, Justin, et Stéphane Roussel. « La politique étrangère du Canada: Intérêts, institutions et identités. » extrait de *La politique québécoise et canadienne : une approche pluraliste*, sous la direction de Alain-G. Gagnon. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 688.

¹² *Ibid.*

¹³ Affaires mondiales Canada. "Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère." Consulté sur https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanaadaenmatiered.html.

¹⁴ House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, p. 1, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.

stratégie¹⁵. La Stratégie du Canada pour le Nord (2009) repose sur 4 piliers : « exercer notre souveraineté; promouvoir le développement économique et social; protéger notre patrimoine environnemental; et améliorer et décentraliser la gouvernance¹⁶. »

À l'aube de la nouvelle stratégie, les orientations politiques en lien avec le développement de cette dernière visent à répondre aux objectifs identifiés par le rapport de May Simon (2017) sur le modèle de leadership partagé dans l'Arctique¹⁷. Ces objectifs¹⁸ sont : protéger la biodiversité de l'Arctique en prenant des décisions fondées sur la science; intégrer la recherche scientifique menée dans l'Arctique et les connaissances traditionnelles au processus décisionnel; bâtir une économie durable dans l'Arctique; bâtir des collectivités solides dans l'Arctique. Le développement de ce cadre stratégique est élaboré dans une approche globale où tous les partenaires sont intégrés afin de déterminer les processus décisionnels adéquats pour ce qui a trait à l'Arctique canadien. Malgré cette approche, « le gouvernement du Canada conservera son pouvoir décisionnel en ce qui a trait à la défense du Canada, à la politique étrangère et à d'autres enjeux d'intérêt national¹⁹. »

Nous pouvons voir une certaine constance entre les deux stratégies puisque celles-ci sont empreintes des valeurs énumérées précédemment. Toutefois, le nouveau cadre stratégique pourrait souffrir d'un manque de cohérence comme il a été régulièrement

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Affaires mondiales Canada. *Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique : Exercer notre souveraineté et promouvoir à l'étranger la Stratégie pour le Nord du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 2010, p. 3.

¹⁷ Gouvernement du Canada. *Vers un Cadre stratégique pour l'Arctique*. Consulté sur <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1499951681722/1537884604444>; Simon, Mary. *Un nouveau modèle de leadership partagé dans l'Arctique*, Affaires autochtones et du Nord Canada, mars 2017, consulté sur http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/aanc-inac/R74-38-2017-fra.pdf.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

démontré par le passé en termes d'approche globale et de développement international²⁰.

La séparation de la sécurité et de la protection des intérêts nationaux, et du développement pourrait ne pas être bien coordonner alors qu'ils tous sont intimement liés²¹.

L'un des éléments critiques en lien avec le Nord canadien est justement le développement de nos communautés nordiques. Tout comme la Stratégie du Canada pour le Nord, le nouveau cadre fait état du besoin de développer les communautés isolées (infrastructures, économie, santé) tout en respectant les considérations autochtones et environnementales²². Il faut donc en déduire que le Canada a encore beaucoup de chemin à effectuer afin d'atteindre les objectifs établis pour les territoires du Nord.

En plus des éléments présentés précédemment, le gouvernement Trudeau concentrera ses efforts d'intérêts nationaux sur l'environnement (mesure sur les changements climatiques²³, accroître les relations et la voix des communautés autochtones du Nord²⁴, minimiser les impacts des transports maritimes et du développement sur la biodiversité de l'Arctique circumpolaire²⁵.

²⁰ Bülles, Anni-Claudine, et Shannon Kindornay. *Au-delà de l'aide : un plan pour la coopération internationale canadienne*. Ottawa: L'Institut Nord-Sud, mai 2013, p. 10.

²¹ Affaires mondiales Canada. "Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère." Consulté sur https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanadaenmatiered.html.

²² House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, p. 10, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.

²³ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F. Lasserre. «The Way Ahead.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 157-158.

²⁴ *Ibid*, p. 158.

²⁵ *Ibid*, p. 158-160.

Est-ce que cette situation pourrait paver la voie pour une puissance économique par le biais de projet de développement, d'influencer les politiques internes et étrangères du Canada.

Partie 2 – Contexte international

Lors de son témoignage au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Stéphanie Pezard a fait un excellent résumé de l'évolution contextuelle de l'Arctique.

[L]’Arctique, qui constituait autrefois la périphérie nordique extrême, se transforme lentement mais sûrement en un centre — un centre d’activités économiques et d’investissement, un carrefour de navigation, un point de transit entre des régions présentant un intérêt stratégique, et un point de passage obligé militaire. L’Arctique relie les industries pétrolières et gazières russes aux marchés asiatiques, les biens manufacturés de la Chine aux marchés européens, et la Flotte du Nord russe aux voies maritimes de l’Atlantique et, plus au sud, à la Méditerranée. Ce n’est pas là une projection, mais bien la situation actuelle, et ces tendances ne feront que s’accroître au fil du temps, à mesure que la RMN deviendra systématiquement plus navigable et que les communications et les connaissances maritimes s’amélioreront, la culmination de tout cela étant, tôt ou tard, l’ouverture d’une toute nouvelle route transpolaire. Le Canada et les autres pays de l’Arctique font donc face à un défi clé : comment protéger leurs intérêts souverains tout en composant avec l’intérêt toujours plus grand des pays non riverains de l’Arctique pour lui?²⁶

Ce contexte sera la trame de fond de cette section afin de déterminer les approches politiques du Canada et de la Chine pour cette région au potentiel grandissant, et comment le Canada peut être en mesure de protéger ses intérêts.

2.1 – Approche politique du Canada

²⁶ Pezard, Stéphanie. *La nouvelle géopolitique de l’Arctique - Évolution du rôle de la Russie et de la Chine dans la région*. RAND Corporation, 26 novembre 2018 consulté sur <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FAAE/Brief/BR10261131/br-external/RandCorporationPezardStephanie-9952181-002-f.pdf>.

En lien avec les valeurs de la population canadienne, il est maintenant de notoriété publique que les canadiens ont une approche libérale en ce qui a trait au développement de politique et de diplomatie internationale. Massie et Brizic (2014) font le même constat en mentionnant

[qu'] il est couramment accepté que l'internationalisme libéral forme le courant d'idées dominantes au Canada. La plupart des observateurs conviennent qu'il s'agit d'un ensemble de préférences pour la tolérance, le compromis, le progrès, la perfectibilité de l'humanité et le recours aux institutions.²⁷

Cette approche est déjà intégrée au sein des politiques en place alors que d'une part, la Stratégie du Canada pour le Nord indique que pour régler les différends frontaliers avec les États-Unis et le Danemark, le Canada tentera « de chercher à régler les différends frontaliers dans l'Arctique, en conformité avec le droit international²⁸. » D'autre part, la ministre Freeland fit la promotion de l'emploi et du renforcement des institutions internationales lors de la présentation de la politique étrangère du Canada en 2017 afin de protéger les valeurs canadiennes²⁹. C'est ainsi que le Canada s'emploiera à développer et protéger l'Arctique, par l'entremise d'un ordre international.

Quels sont alors les intérêts du Canada pour l'Arctique alors que la souveraineté ne semble pas menacée? Le Canada verra à renforcer la gouvernance régionale centrée principalement sur les institutions en place « [in order to] return to the primacy of socio-

²⁷ Massie, Justin, et Darko Brizic. "Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo." *Politique étrangère du Canada* 20, no. 1 (2014), p. 20.

²⁸ Canada. Affaires mondiales Canada. *Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique : Exercer notre souveraineté et promouvoir à l'étranger la Stratégie pour le Nord du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 2010, p. 9.

²⁹ Affaires mondiales Canada. "Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère." Consulté sur https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanadaenmatiered.html.

cultural and environmental priorities over the more hard security, resource development focus of the Harper government³⁰. »

2.2 – Approche politique de la Chine

Depuis les années 80, l'approche de la Chine subit de profonde transformation. En effet, les Chinois, sous le leadership de Deng Xiaoping, initièrent « une approche économique plus libérale³¹ » qui prie plus de vingt à se mettre en place. C'est sous la gouvernance de Xi Jinping qu'en octobre 2017, que la Chine exprime son objectif de devenir la première puissance économique mondiale³². Pour ce faire, la République populaire de Chine (RPC) tente d'employer tous les types de pouvoir qui sont à sa disposition. D'une part, à la fin des années 90, cette dernière a entrepris la modernisation de l'armée de libération populaire³³ (ALP), faisant état de ce désir de développer son pouvoir de contraindre. D'autre part, la Chine a augmenté sa participation à divers forums et organisations de gouvernance régionale et mondiale³⁴.

Bien que la RPC démontre une ouverture pour la gouvernance mondiale, ses politiques ne sont pas guidées par une approche libérale tel que le Canada, mais plutôt par une vision néoréaliste. Ceci est démontré puisque

³⁰ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F. Lasserre. «The Way Ahead.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 161.

³¹ Perspective monde. *Sommaire historique*. Consulté le 18 décembre 2019, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMHistoriquePays?codePays=CHN&langue=fr>.

³² Perspective monde. *Xi Jinping : ambitions et pouvoir*. Consulté le 18 décembre 2019, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2513>

³³ Bitzinger, **Richard**. *La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012*. Perspectives chinoises. Consulté le 7 janvier 2020 sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6066>.

³⁴ Eisenbaum, Boris. *Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai*. Politique étrangère, vol. printemps, no. 1, 2010, pp. 151-164.

[s]es politiques étrangères et de défenses sont directement liées à la survie de l'état chinois tel qu'il est présentement. En fait on pourrait dire que la survie de l'état en revient à dire la survie du Parti communiste chinois. D'un point de vue des politiques intérieurs, ce besoin de survie s'applique par l'utilisation de moyens pour maintenir le contrôle. Plus encore, le gouvernement tente de contrer toutes influences extérieures pour assurer sa survie³⁵.

De cette façon, la Chine tentera effectivement d'employer les institutions de gouvernance mondiale tant et aussi longtemps qu'elle a du succès tel qu'observé avec son statut au sein conseil de l'Arctique³⁶. Mais n'hésitera pas d'employer d'autres moyens lorsqu'elle verra sa puissance douce ne pas atteindre ses objectifs tel que fut le cas en Mer de Chine du Sud³⁷.

2.3 – Divergences, conséquences et impacts

Est-ce que l'approche chinoise représente un risque pour les intérêts nationaux canadiens? Pour répondre à cette question, nous devons revenir aux objectifs énoncés à la partie 1. Bien que le Canada soit enclin à développer économiquement le Nord, ses objectifs environnementaux peuvent ralentir ses ambitions si ce n'est de les empêcher complètement. Le projet Trans Mountain est un bon exemple des difficultés rencontrées pour des considérations environnementales. Ainsi sous des considérations de principes, le Canada pourrait se retrouver en position de faiblesse face à ses propres objectifs de développement et de prospérité pour les communautés nordiques canadiennes.

³⁵ Roy, Jean-Pascal. *Politique étrangère et de sécurité chinoise : une application différente de la puissance douce*. Toronto: Canadian Forces College, 2020, p. 18.

³⁶ Kopra, Sanna. *China and its Arctic trajectories: The Arctic institute's China series 2020*. The Arctic Institute. 17 March 2020. Consulté sur <https://www.thearcticinstitute.org/china-arctic-trajectories-the-arctic-institute-china-series-2020/>.

³⁷ Grenier-Lachance, G.M. *Between a rock and a hard place: china's assertiveness in the south china sea and its correlated security policy*. Toronto: Canadian Forces College, 2017, p. 77.

De son côté, la Chine est plus déterminée que jamais de devenir la première puissance économique mondiale. Cette dernière fera fi de la gouvernance mondiale si cela ne répond pas à ses objectifs. Cette situation a déjà été observée alors que la Chine ne reconnaît pas la décision rendue en lien sur le différend avec les Philippines³⁸. Il est clair que la Chine a un intérêt pour les ressources disponibles dans l'Arctique³⁹. Cet intérêt se traduit par l'attrait du gaz naturel afin de soutenir ses besoins énergétiques et ses ressources minières pour maintenir son élan économique⁴⁰. Tout comme au Danemark, cette dernière pourrait tenter d'employer des compagnies chinoises pour exploiter le laxisme du gouvernement canadien et enfreindre les lois comme en mer de Chine pour atteindre ses objectifs. C'est d'ailleurs ce même laxisme qui a permis au Russe d'annexer la Crimée.

Afin d'éviter cette situation, il appert que le Canada se doit de mettre en place les moyens nécessaires pour dissuader la Chine d'interférer avec ses intérêts nationaux. Mais est-ce que le Canada a le pouvoir de le faire. Plus encore, possède-t-il les moyens de dissuader la RCP?

Partie 3 – Efficacité du pouvoir canadienne

3.1 – Capacités canadiennes

Dans la partie précédente, il a été démontré qu'il peut être risqué pour le Canada que de miser sur les institutions de gouvernance mondiale, est-ce que la nation possède

³⁸ *Ibid*, p. 43.

³⁹ Lino, Marisa, O. *Understanding China's Arctic activities*. International Institute for Strategic Studies, 25 February 2020. Consulté sur <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2020/02/china-arctic>.

⁴⁰ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F. Lasserre. «China and Arctic Governance: Uncertainty and Potential Friction.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 36.

les capacités internes pour protéger les intérêts nationaux? Il faut d'abord déterminer le niveau de la puissance canadienne et ainsi voir ses options.

La situation géopolitique particulière du Canada, les ressources disponibles, la participation canadienne dans diverses institutions mondiale tel que l'ONU, le conseil de l'arctique, le G7, etc., permet de considérer le Canada en tant que puissance moyenne⁴¹. De ce fait, le pays « dispose de certaines ressources lui permettant d'exercer une influence internationale, mais pas à un degré suffisant pour agir seul⁴². » Le Canada doit donc « maintenir un ordre international qui lui soit favorable et à se chercher des partenaires pour compenser ses faiblesses et atteindre ses objectifs sur la scène internationale.⁴³ » Au-delà de ses objectifs internationaux, il n'a d'autre choix que de développer ou maintenir des alliances pour protéger ses intérêts domestiques en lien avec l'Arctique, c'est-à-dire dissuader la Chine.

Le commandant du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) indiquait lors de son témoignage au *Senate Armed Services Committee* que

[o]ur adversaries have the ability to threaten our homeland in multiple domains and from numerous avenues of approach. Whether an attack originates in cyberspace or from the physical approaches to the homeland, we cannot deter what we cannot defeat, and we cannot defeat that which we cannot detect⁴⁴.

⁴¹ Massie, Justin, et Stéphane Roussel. “La politique étrangère du Canada: Intérêts, institutions et identités.” extrait de *La politique québécoise et canadienne : une approche pluraliste*, sous la direction de Alain-G. Gagnon. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2014. P. 674 à 676.

⁴² *Ibid*, p. 675.

⁴³ *Ibid*.

⁴⁴ United States. United States Senate Committee on Armed Services. *United States Northern Command and United States Strategic Command*. Washington, DC, 13 February 2020, p. 9. Consulté sur <https://www.armed-services.senate.gov/hearings/20-02-13-united-states-northern-command-and-united-states-strategic-command>

La détection et la surveillance dans tous les domaines d'activités devient d'autant plus crucial. Lors de son évaluation sur la situation de l'Arctique, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international démontre que la surveillance du territoire sur les questions de défenses, d'environnement, de contrôle maritime est un effort interdépartemental. Les forces armées canadiennes, la garde côtière, la gendarmerie du Canada ne sont que quelques acteurs permettant d'effectuer la protection des intérêts nationaux contre les menaces « relate to environmental degradation, smuggling, search and rescue, criminal activity, and disaster relief⁴⁵. » Le comité a toutefois identifié que plusieurs investissements étaient nécessaires afin d'assurer la surveillance du territoire en lien avec les diverses menaces, militaire ou non.

Il devient donc impératif que le Canada augmente ses capacités de détection et surveillance. Ces capacités devront non seulement être en mesure d'être accessible pour les diverses agences mais aussi interopérable avec les États-Unis dans le cadre de nos responsabilités avec le NORAD. Malheureusement, bien que les ressources financières fussent promises pour développer ce type de capacité dans la politique de défense, les budgets n'ont pas nécessairement suivi et la COVID-19 pourrait avoir plus d'impact encore.

3.2 – Types d'actions potentiels du Canada pour contrer la Chine

La Chine présente un défi intéressant étant donné sa doctrine « hors limite » où elle conçoit que « le champ de bataille est partout et considère que la guerre est

⁴⁵ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F. Lasserre. «The Way Ahead.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 173.

permanente⁴⁶. » De cette façon, elle exploite les zones grises et emploie diverses formes de méthodes irrégulières ou opère dans tous les domaines d’opération pour atteindre ses objectifs.

Dans son essai, Carr (2018) propose que la Chine utilisera la même stratégie que pour la Mer de Chine du Sud⁴⁷. Cette stratégie était

based on three interwoven strategies which coordinate the use of strategic psychological operations, overt and covert media manipulation and legal warfare intended to manipulate strategies, defense policies and perceptions of target audiences abroad. China’s information warfare approach in the Arctic is focused on patience and deception with core goals to advance its economic state, maintain national unity, improve technological and military capabilities and increase regional and global influence without fighting or alarming the West.

Considérant alors le narratif du NORAD « de s’attaquer aux archers plutôt qu’aux flèches⁴⁸ », les efforts de surveillance devraient être ainsi projetés au-delà du domaine physique et toucher les domaines informationnels et légaux. En adoptant cette approche, le Canada sera en mesure de prédire les actions de la Chine en Arctique. De cette façon, les canadiens seront en mesure de contrer le narratif et les actions chinoises (*defeat*) et dissuader la RPC d’interférer avec les intérêts nationaux canadiens (économiques, environnementaux et socioculturels).

Cette surveillance devrait être effectuée sur trois plans : domaines cybernétiques, domaines économiques (investisseurs étrangers) et finalement les infrastructures⁴⁹.

⁴⁶ Tremblay, E. *La guerre « non-linéaire » russe appliquée en Ukraine analysée à travers la guerre « hors limites » chinoise*. Toronto: Canadian Forces College, 2014, p. 3.

⁴⁷ Carr, H. *Arctic sovereignty and information warfare : The new battlespace in the North*. Toronto: Canadian Forces College, 2018, p. 8.

⁴⁸ House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, p. 100, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.

⁴⁹ *Ibid*, p. 40.

3.3 – Perspectives d’avenir

Outre que l’Arctique représente une voie d’approche pour diverses menaces militaires, la souveraineté du Nord canadien n’est pas menacée⁵⁰. Les intérêts nationaux peuvent l’être en contre partis. L’indépendance du développement économique, la protection de l’environnement ou la défense des peuples autochtones peuvent être menacées si les menaces ne sont pas identifiées rapidement et contrées immédiatement. Pour se faire, le Canada devra choisir minutieusement ou mettre ses efforts. Ainsi, tel que le propose Lackenbauer et al,

investments in new defence capabilities should be clearly thought out and focused on realistic threats requiring a response. In the foreseeable future these threats will likely relate to environmental degradation, smuggling, search and rescue, criminal activity, and disaster relief. Preparing to defend the Canadian Arctic from Chinese naval incursions (or those of any state for that matter) is simply not an immediate or realistic requirement. Preparing for Chinese-backed shipping or resource activities and attendant “soft” security challenges is a matter of more immediate concern. For example, Canadian Armed Forces assets may be useful in monitoring Chinese scientific research and resource development activities in the region as part of the government’s broader public safety and security efforts – but they will have little value in defending either sovereignty or security. Accordingly, China’s interests and activities in the Arctic should be considered as part of a more general consideration of the threats and hazards to which the Canadian Armed Forces, as part of a broader whole-of-government approach, should be prepared to respond in concert with the Government of Canada’s broader Northern strategy over the next decade.⁵¹

La stratégie canadienne pour l’Arctique devra donc avoir une approche compréhensive qui déterminera des objectifs à court, moyen et à long terme. Cette stratégie devra mettre l’accent sur l’identification proactives des menaces qui pourraient ne pas respecter l’ordre mondiale comme la Chine. Alors que le Canada a peu de

⁵⁰ *Ibid*, p. 30.

⁵¹ Lackenbauer, P. Whitney, A. Lajeunesse, J. Manicom, and F. Lasserre. «The Way Ahead.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary : University of Calgary Press, Jan 2018, p. 173

capacités réelles pour supporter la dissuasion au sein du NORAD, concentrer les efforts de détection permettrait de maintenir notre pertinence au sein de cette alliance et plus encore, développer une expertise qui permettrait au Canada de devenir un partenaire important dans divers autres partenariats et alliances.

CONCLUSION

La situation en Arctique évolue rapidement et au fur et à mesure que cette région et ses ressources deviennent accessibles, de nouveaux acteurs y développent un intérêt.

La Chine fait partie des acteurs voulant influencer la gouvernance de cette région prometteuse. Plus encore, celle-ci développe un intérêt grandissant pour ses ressources lui permettant de devenir la première puissance économique mondiale.

Bien que la souveraineté du Nord canadien soit bien établie, le Canada fait face à des défis importants pour le développement économique des communautés nordiques et ses infrastructures, la protection environnementale et la protection culturelle des autochtones. Au niveau international, le libéralisme politique canadien pourrait être contrecarré par l'attitude néoréalisme chinoise alors qu'elle fait fi de la gouvernance mondiale lorsque celle-ci ne lui permet pas d'atteindre ses objectifs. Finalement, les capacités limitées du Canada dans la protection des intérêts nationaux ne lui donne que très peu de marge de manœuvre.

Une stratégie axée sur une approche interagence, le renforcement des partenariats et des alliances qui articule clairement des objectifs à court, moyen et long terme sera la voie à prendre. Une grande attention sur le développement des capacités de détection et de surveillance dans tous les domaines. Ceci permettra au Canada et ses partenaires d'affecter l'archer et gagner la dissuasion nécessaire pour tout adversaire tel que la Chine dont les objectifs ne sont pas nécessairement clairs. Ceci aura pour effet de deuxième ordre, de confirmer la pertinence du Canada au sein des partenariats.

BIBLIOGRAPHIE

- Bülles, Anni-Claudine, et Shannon Kindornay. *Au-delà de l'aide : un plan pour la coopération internationale canadienne*. Ottawa: L'Institut Nord-Sud, mai 2013.
- Bitzinger, Richard. *La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012*. Perspectives chinoises. Consulté le 7 janvier 2020 sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6066>.
- Canada. Ministère de la Défense nationale, *Protection, sécurité, engagement : la politique de défense du Canada*. Ottawa, ON, 2017.
- Canada. Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. *Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien*. Ottawa: Sénat du Canada, mars 2011.
- Canada. House of Commons. Standing Committee on Foreign Affairs and International Development. *Nation-building at home, vigilance beyond: preparing for the coming decades in the arctic*. Ottawa, Apr 2019, consulté sur <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/FAAE/report-24/page-ToC>.
- Canada. Affaires mondiales Canada. "Discours de la ministre Freeland sur les priorités du Canada en matière de politique étrangère." Consulté sur https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/06/discours_de_la_ministrefreelandsurlesprioritesducanadaenmatiered.html
- Canada. Affaires mondiales Canada. *Énoncé de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique : Exercer notre souveraineté et promouvoir à l'étranger la Stratégie pour le Nord du Canada*. Ottawa: Gouvernement du Canada, 2010.
- Canada. Gouvernement du Canada. *Vers un Cadre stratégique pour l'Arctique*. Consulté sur <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1499951681722/1537884604444>
- Carr, H. *Arctic sovereignty and information warfare : The new battlespace in the North*. Toronto: Canadian Forces College, 2018.
- Cheng, Joseph. *La stratégie régionale de la Chine en Asie orientale : ambitions et défis*. Perspectives chinoises, consulté le 8 janvier 2020 sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6558>
- Eisenbaum, Boris. *Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale : l'Organisation de coopération de Shanghai*. Politique étrangère, vol. printemps, no. 1, 2010.

- United States. United States Senate Committee on Armed Services. *United States Northern Command and United States Strategic Command*. Washington, DC, 13 February 2020. Consulté sur <https://www.armed-services.senate.gov/hearings/20-02-13-united-states-northern-command-and-united-states-strategic-command>
- Grenier-Lachance, G.M. *Between a rock and a hard place: china's assertiveness in the south china sea and its correlated security policy*. Toronto: Canadian Forces College, 2017.
- Kopra, Sanna. *China and its Arctic trajectories: The Arctic institute's China series 2020*. The Arctic Institute. 17 March 2020. Consulté sur <https://www.thearcticinstitute.org/china-arctic-trajectories-the-arctic-institute-china-series-2020/>.
- Lackenbauer, P. Whitney, Adam Lajeunesse, James Manicom, and Frédéric Lasserre. «China and Arctic Governance: Uncertainty and Potential Friction.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary: University of Calgary Press, Jan 2018.
- Lackenbauer, P. Whitney, Adam Lajeunesse, James Manicom, and Frédéric Lasserre. «The Way Ahead.» extrait de *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada*. Calgary: University of Calgary Press, Jan 2018.
- Lino, Marisa, O. *Understanding China's Arctic activities*. International Institute for Strategic Studies, 25 February 2020. Consulté sur <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2020/02/china-arctic>.
- Massie, Justin, et Darko Brizic. "Rupture idéologique et redéfinition de l'identité internationale du Canada : Harper et Chrétien face aux guerres en Libye et au Kosovo." *Politique étrangère du Canada* 20, no. 1 (2014).
- Massie, Justin, et Stéphane Roussel. « La politique étrangère du Canada: Intérêts, institutions et identités. » extrait de *La politique québécoise et canadienne : une approche pluraliste*, sous la direction de Alain-G. Gagnon. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2014
- Perspective monde. *Xi Jinping : ambitions et pouvoir*. Consulté le 18 décembre 2019, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2513>
- Perspective monde. *Sommaire historique*. Consulté le 18 décembre 2019, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMHistoriquePays?codePays=CHN&langue=fr>

- Pezard, Stephanie. *La nouvelle géopolitique de l'Arctique - Évolution du rôle de la Russie et de la Chine dans la région*. RAND Corporation, 26 novembre 2018 consulté sur <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/FAAE/Brief/BR10261131/br-external/RandCorporationPezardStephanie-9952181-002-f.pdf>
- République populaire de Chine, Bureau de l'information du Conseil des affaires de l'État, *Full text: China's Arctic Policy*, 26 janvier 2018. [Traduction].
- Roy, Jean-Pascal. *Politique étrangère et de sécurité chinoise : une application différente de la puissance douce*. Toronto: Canadian Forces College, 2020.
- Simon, Mary. *Un nouveau modèle de leadership partagé dans l'Arctique*, Affaires autochtones et du Nord Canada, mars 2017. Consulté sur http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/aanc-inac/R74-38-2017-fra.pdf.
- Tremblay, E. *La guerre « non-linéaire » russe appliquée en Ukraine analysée à travers la guerre « hors limites » chinoise*. Toronto: Canadian Forces College, 2014.